

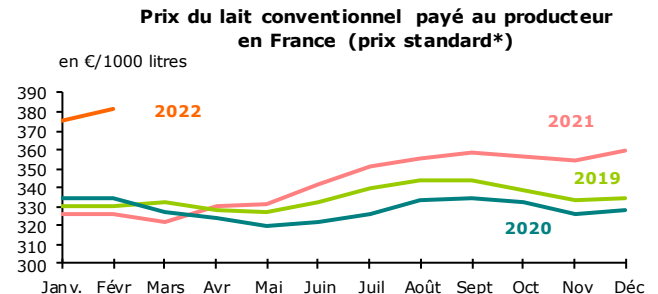
### FRANCE

#### Prix : la progression se poursuit

En février 2022, le prix standard du lait de vache conventionnel continue d'augmenter (381,70€/1000l), remontant de 17 % par rapport à février 2021 où il était de 326€/1000l. Cette forte hausse d'une année sur l'autre n'était pas arrivée depuis 2014.

Dès le début d'année, on constate que le prix atteint un niveau supérieur au prix observé en fin de période estivale où il est généralement le plus élevé pendant l'année. En effet, excepté l'année particulière que fut 2020, les mois d'août, septembre et octobre enregistrent les plus hauts niveaux de prix du lait.

Cette hausse se fait également ressentir sur le marché international due à une baisse de production dans les trois grands principaux bassins exportateurs (Etats-Unis, Union européenne et Nouvelle Zélande) et par l'augmentation constante des coûts de production. On pourrait par conséquent estimer que cette dynamique va se poursuivre, voire augmenter au



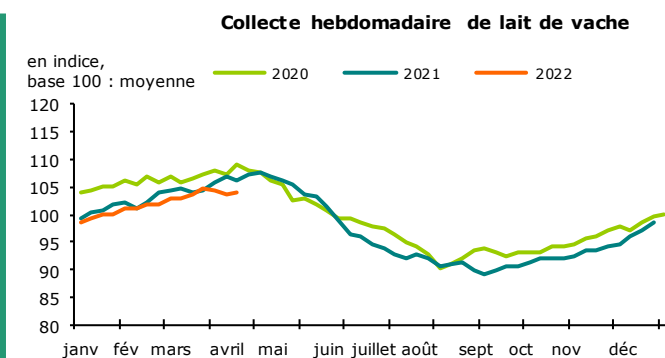
(\* ) Prix conventionnel, toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)

2376 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques Source : FranceAgriMer

cours de l'été 2022 au vu de l'amplification des coûts de production induite par la crise ukrainienne depuis février.

**Contact : Luc MARTIN (CA Haute-Corse)**

#### La collecte continue de s'essouffler



2375 - Chambres d'Agriculture France - Etudes source : FranceAgriMer

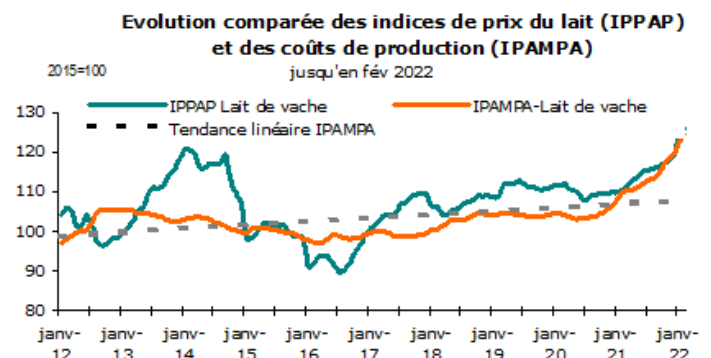
La collecte de lait en 2021 était en net repli comparée à l'année 2020 (- 2% sur l'ensemble de la campagne). Cette dynamique s'est maintenue de janvier à mars 2022 où la collecte de lait de vache était en recul de 1 % par rapport à l'année précédente sur la même période, une tendance qui semble s'être accentuée au cours du mois d'avril.

Cette baisse a pu être observée dès février. En un an, le lait conventionnel et le lait AOP ont diminué respectivement de 0,7% et de 3,5% quand les volumes de lait biologique continuaient d'augmenter (+4,4%) malgré un ralentissement par rapport aux années précédentes. La diminution des volumes s'explique en partie par la réduction structurelle du cheptel laitier à l'échelle nationale qui s'opère depuis 2017. Elle pourrait contribuer à maintenir un niveau du prix du lait relativement élevé tant que les volumes ne sont pas compensés ou surpassés par l'importation de produits laitiers moins chers pour les laiteries.

#### Les coûts de production montent en flèche

L'IPAMPA tend à progresser constamment depuis 10 ans. Néanmoins, l'augmentation des coûts de production depuis janvier de 2021 est la plus fulgurante de cette dernière décennie. En effet, c'est une montée en flèche de 23% des coûts de production qui s'observe entre janvier 2021 et février 2022. En un peu plus d'un an, le prix du carburant a plus que doublé (+ 126%), provoquant un pic comparable aux chocs pétroliers des années 70. Les engrais et amendements ont doublé (+ 106%) et les coûts liés à l'alimentation (aliments composés, tourteaux et céréales et sous-produits) ont augmenté de 20% à 40%.

La tendance inflationniste qui opère depuis le début de l'année 2021, s'est brutalement amplifiée avec la guerre en Ukraine. Si la tendance ne s'inverse pas ou que la hausse n'est pas compensée par l'État, l'ensemble des exploitations bovines laitières en France sera impacté, remettant en cause la viabilité de nombre d'entre elles.



2377 - Chambres d'Agriculture - Etudes Sources : Institut de l'élevage - INSEE

**Contact : Luc MARTIN (CA Haute-Corse)**

## Collecte : la baisse s'accroît chez les principaux producteurs

Le repli de la collecte observé lors du 1<sup>er</sup> semestre 2021 chez les trois principaux producteurs laitiers européens (Allemagne, France et Pays-Bas) s'est accentué sur les six derniers mois de l'année. Comparé au 2<sup>nd</sup> semestre 2020, la diminution est de -2 % en Allemagne, -1,8 % en France et -3,4 % aux Pays-Bas (contre respectivement -1,2 %, -0,7 % et -1,2 % pour le 1<sup>er</sup> semestre).

L'Irlande et l'Italie, les deux pays en forme lors du 1<sup>er</sup> semestre, voient aussi leur dynamique ralentir : la collecte s'accroît de 3,8 % en Irlande et de 2,7 % en Italie, contre respectivement +7,7 % et +3,8 % lors du 1<sup>er</sup> semestre. La raison d'un tel repli généralisé est à trouver du côté de la hausse du prix des aliments, estimée en France à plus de 12,7 % sur l'ensemble de l'année 2021 (indice Ipampa lait de vache). Pour diminuer les charges, les éleveurs réduisent l'apport de compléments azotés ce qui affecte la productivité des vaches laitières.

La baisse du cheptel laitier européen (-0,9 % lors du 1<sup>er</sup> semestre 2021) ne peut alors être compensée totalement par la

## Prix du lait en hausse continue

Le prix du lait européen (prix moyen pondéré par la production) a connu une hausse continue durant tout le 2<sup>nd</sup> semestre, passant de 370,8 €/1 000 litres en juillet à 425,4 € en décembre, soit une hausse 12 % en six mois. Cet accroissement du prix a été particulièrement important à partir de septembre, coïncidant avec la flambée des cours des matières grasses laitières sur les marchés mondiaux.

A noter, cependant, un ralentissement de l'augmentation depuis le début de l'année 2022. La hausse du prix est plus importante chez les pays dont la production est plus orientée vers les exportations d'ingrédients laitiers : entre mars 2021 et mars 2022, elle est de + 29 % en Irlande et + 31,9 % aux Pays-Bas. L'augmentation du prix est plus faible en France et en Italie, qui ont fait le choix de privilégier la production de fromages (hausse respective de + 10,3 % et + 10,9 %).

## Une production laitière orientée vers les fromages

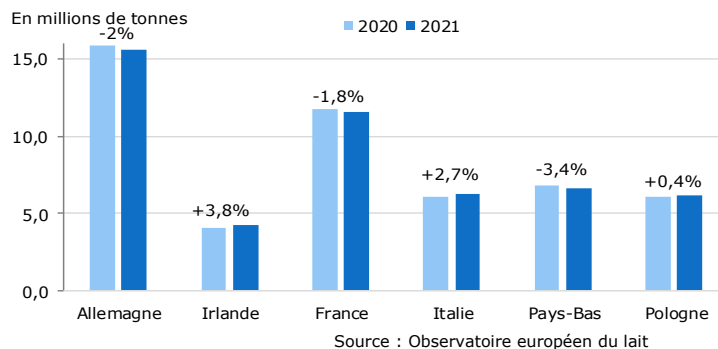
Compte tenu du recul de la collecte laitière dans les principaux pays producteurs européens, la fabrication de produits laitiers connaît aussi un repli conséquent sur la 2<sup>de</sup> partie de l'année.

Seule la production de fromage reste dynamique (+1,58 %), le marché à l'exportation étant porteur. Les autres commodités, faisant face à des marchés plus concurrentiels, souffrent de cet arbitrage, en particulier le beurre et les poudres de lait (-5,69 % pour le beurre, -12,55 % pour les poudres de lait écrémé et -11,88 % pour les poudres de lait entier).

Cependant, les stratégies diffèrent selon les pays. Par exemple, les Pays-Bas, dont le degré d'ouverture est élevé, ont délaissé la production de fromages (-4,66 %) au profit de marchés plus porteurs comme celui de la poudre de lait écrémé (+4,42 %).

Contact : Olivier CARVIN (CA Bretagne)

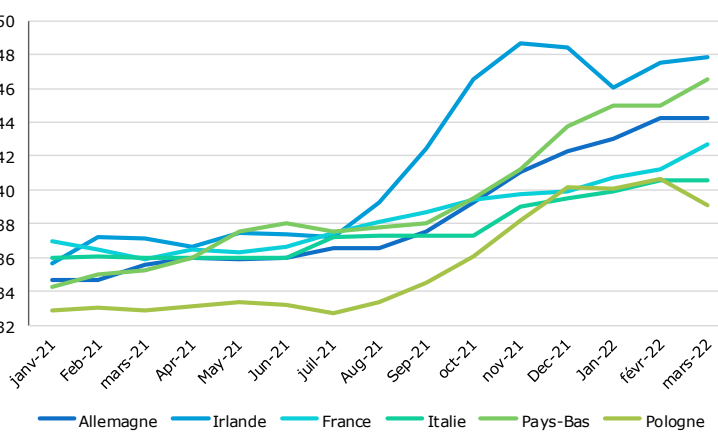
Evolution de la collecte de lait chez les principaux producteurs de l'UE (cumuls de juin à décembre)



hausse de la productivité. Ainsi, à l'échelle de l'UE, la collecte est en baisse de -0,5 % sur le 2<sup>nd</sup> semestre 2021. Sur le seul mois de janvier 2022, la diminution est de 0,7 %.

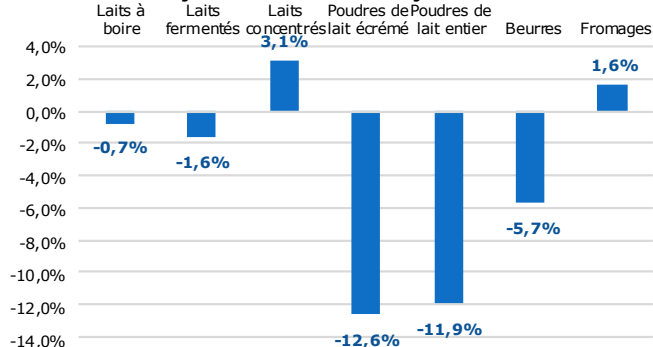
Contact : Olivier CARVIN (CA Bretagne)

Evolution du prix réel payé aux producteurs (en €/100 kg)



Contact : Olivier CARVIN (CA Bretagne)

Evolution de la production européenne entre août 2020-jan 2021 et août 2021-jan 2022



## Production mondiale : les éleveurs doivent composer avec des charges en hausse

Sur l'année 2021, la production mondiale de lait s'est élevée à 544 millions de tonnes. Elle devrait poursuivre sa croissance en 2022, les estimations de l'USDA la situant aux alentours de 549 millions de tonnes, soit une progression de 1 % par rapport à l'année dernière. L'Inde en serait la principale contributrice, avec une prévision de production en hausse de +2 millions de tonnes.

Les éleveurs argentins pourraient augmenter les volumes produits de près de 1,7 %, dans un contexte de prix attractifs, pour partie grâce à la progression du cheptel (+0,9 %), et par ailleurs via une hausse des rendements par vache. Scénario similaire en Australie : hausse de +0,7 % des effectifs de laitières, et +1,1 % des volumes. Ces prévisions optimistes pourraient toutefois être fortement affectées par le phénomène météorologique de La Niña qui a occasionné de fortes températures.

A l'inverse, les cheptels seraient en régression en 2022 dans l'Union européenne, aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande.

La Nouvelle-Zélande, après une collecte 2021 record grâce à des conditions météo exceptionnellement favorables, pourrait rester au-dessus des 22 millions de tonnes en 2022, mais ici aussi La Niña pourrait venir jouer les trouble-fêtes.

### Production de lait de vache dans les principaux pays exportateurs mondiaux, en millions de tonnes

	2020	2021 (est.)	2022 (prév.)	Evolution 2020/2021	Evolution 2021/2022
UE-27	145,4	145,7	146,7	0,2%	0,69%
Etats-Unis	101,3	102,6	103,3	1,3%	0,68%
Nouvelle-Zélande	21	22,2	22,3	5,7%	0,45%
Argentine	11,4	11,9	12,1	4,4%	1,68%
Australie	9,1	9	9,1	-1,1%	1,11%

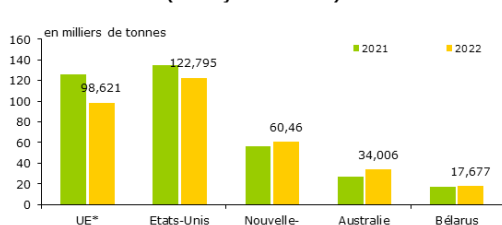
Source : USDA

Les perspectives de progression de la production sont fortement conditionnées à l'évolution des coûts de production, qui sont partout orientés à la hausse. Déjà en 2021, les arbitrages des éleveurs, notamment aux Etats-Unis et dans l'UE, avaient pu s'acheminer vers une certaine retenue sur l'affouagement des animaux face à la flambée des prix des matières premières végétales.

Contact : Marine RAFFRAY (APCA)

## Echanges mondiaux de produits laitiers : début d'année timide

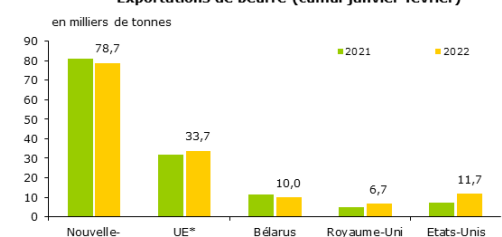
Exportations de lait en poudre écrémé (cumul janvier-février)



UE\* : UE 27 (sans le Royaume-Uni)

2382 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques - Source : Commission Européenne

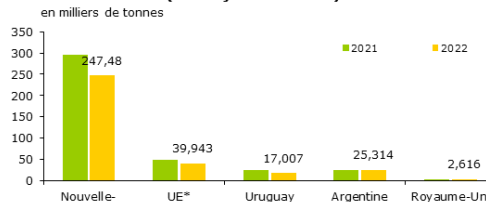
Exportations de beurre (cumul janvier-février)



UE\* : UE (sans le Royaume-Uni)

2382 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques - source : Commission Européenne

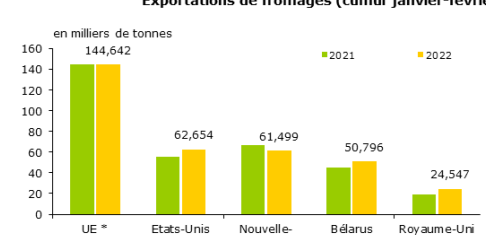
Exportations de lait entier en poudre (cumul janvier-février)



UE\* : UE 27 (sans le Royaume-Uni)

2382 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques - Source : Commission Européenne

Exportations de fromages (cumul janvier-février)



UE\* : UE 27 (sans le Royaume-Uni)

2382 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques - Source : Commission Européenne

Après une année 2021 record sur le plan des flux d'échanges mondiaux de produits laitiers, 2022 démarre sur un rythme ralenti, dans un contexte de hausse des prix. Sur l'ensemble de l'année 2021, les volumes exportés s'établissent 2,6 % au-dessus de ceux de 2020. Ils sont supérieurs à ceux des cinq dernières années, atteignant les 80 millions de tonnes en équivalent lait.

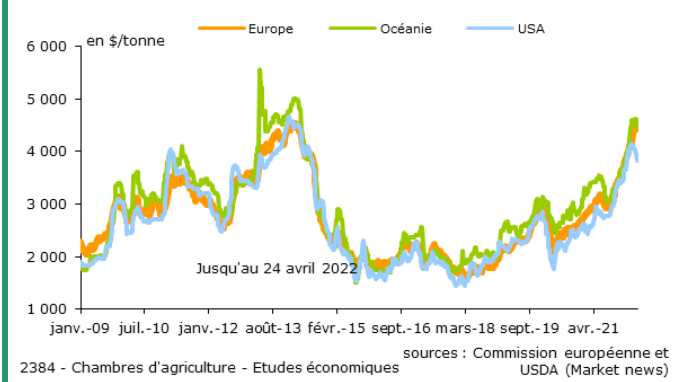
Sur les mois de janvier et février 2022, les exportations de poudre de lait écrémé se voient freinées au départ de l'UE et des Etats-Unis (respectivement -22 % et -9 %), résultat notamment de la baisse de la collecte, ainsi que d'un moindre dynamisme de la demande chinoise.

Les performances sont en baisse sur la poudre de lait entier sur les deux premiers mois de l'année 2022, chez tous les principaux exportateurs mondiaux. La Nouvelle-Zélande, leader incontesté sur ce segment, voit ses exportations reculer de 17 %, par rapport à la même période en 2021, de même que l'UE. Et pourtant, la demande mondiale semble bien rester présente sur ce segment : les importations chinoises sont en hausse de 24 % (+58 000 tonnes), de même que celles de la Thaïlande et de l'Indonésie. Il faudra donc disposer des statistiques des prochains mois pour mieux appréhender la situation.

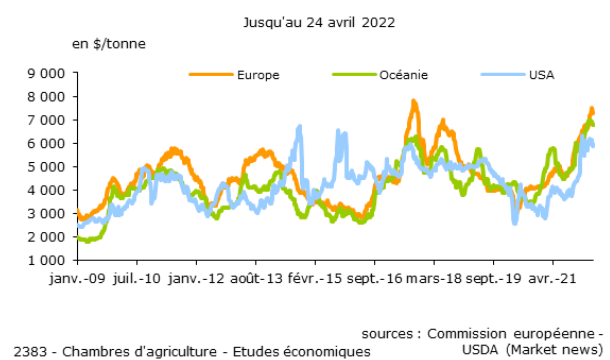
Contact : Marine RAFFRAY (APCA)

## Prix des produits laitiers : panorama contrasté

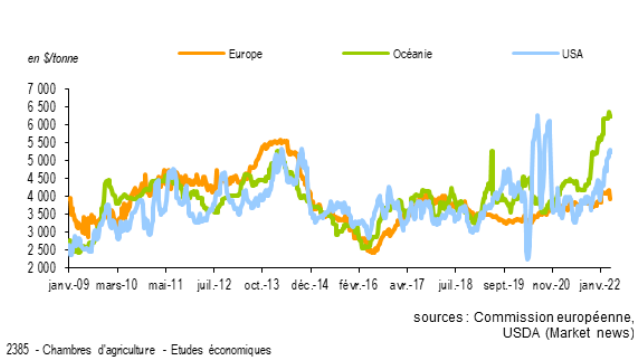
Prix de la poudre de lait écrémé



Prix du beurre



Prix du cheddar



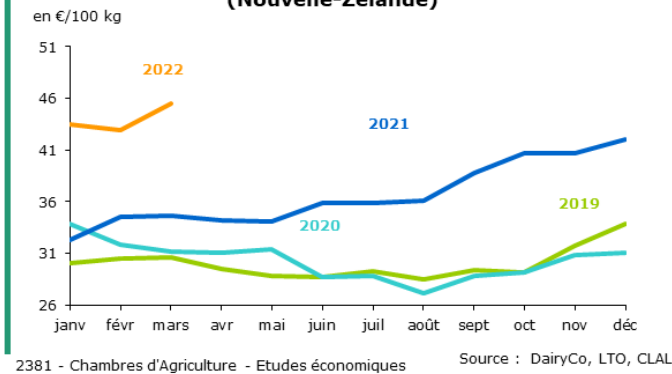
Sur la poudre maigre, les cours atteignent des niveaux inédits depuis 2013. L'écart de prix entre marchés européen et américain, qui s'était réduit sur la fin de l'année 2021, augmente fortement depuis mars 2022, oscillant entre 400 et 600 dollars la tonne. Le prix de la poudre américaine décroche totalement de celui de ses concurrents, améliorant sa compétitivité à l'export. Fin avril, la tonne de poudre de lait américaine s'établit à 3 829 \$/t, contre 4 450 \$/t pour la Nouvelle-Zélande et 4 413 \$/t pour l'UE.

A l'inverse, sur les fromages, le prix du cheddar européen se situe à un niveau bien inférieur aux concurrents, à 3 916 \$/t fin avril, contre 6 213 \$/t pour le cheddar néo-zélandais et 5 275 \$/t pour celui des Etats-Unis. Pour rappel, l'UE est le premier exportateur mondial de fromages (1,4 M t en 2021), loin devant la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis (respectivement 0,37 M t et 0,41 M t).

Contact : Marine RAFFRAY (APCA)

## Prix du lait dans le monde : premiers soubresauts

Prix du lait payé par Fonterra (Nouvelle-Zélande)



Le prix du lait payé par la coopérative néo-zélandaise Fonterra, en légère baisse entre janvier et février 2022 (-0,50 €/100 kg) du fait d'une dévaluation du dollar néo-zélandais par rapport à l'euro (le prix reste à 72,96 \$NZ/100 kg), demeure historiquement haut à 45,46 €/100 kg en mars.

Sur la plate-forme d'enchères Global Dairy Trade, qui appartient à Fonterra, l'indice de prix est toutefois en baisse depuis la mi-mars 2022. Une période de hausse quasi-continue depuis août 2021 avait porté l'indice à 1 593 points début mars, sa valeur la plus haute en neuf ans, avant qu'il ne perde du terrain à chaque enchère depuis, devant les inquiétudes suscitées par la reprise de l'épidémie de Covid-19 en Chine et la hausse des volumes mis en vente.

Contact : Marine RAFFRAY (APCA)

## FRANCE—PRODUITS LAITIERS

### Des disparités dans les fabrications de produits laitiers

Les fabrications sont globalement en retrait sur un mois comme en rythme annuel. Seules exceptions, en cumul annuel : les fromages et la crème. En revanche, le recul est significatif en beurre, lait conditionné et poudres. Les évolutions sont toutefois différentes sur le mois de février 2022 par rapport à l'an passé. Les fabrications de produits laitiers sont tirées par le beurre et surtout par la crème, notamment de longue conservation (respectivement +4,2% et +8%). L'orientation est clairement négative sur les autres types de produits. Le repli de 2% des fromages est imputable aux fromages frais (petits suisses, fromage blanc lissé et fromages à tartiner), qui enregistrent une baisse de près de 10%. Ces évolutions seront intéressantes à suivre, en raison notamment de l'influence que pourront exercer sur les industries de la transformation à la fois la guerre en Ukraine et les choix des consommateurs dans un environnement de plus en plus inflationniste.

Contact : Thierry POUCH (APCA)

### Fabrications françaises de produits laitiers à partir de lait de vache

	févr-22			Cumul annuel 2022	
	quantités (tonnes)	évolution janv/fév (%)	évolution fév 22/21 (%)	quantités (1000 tonnes)	Evolution annuelle (%)
Lait conditionné	238 848	-7,72%	-4,80%	496 159	-3,40%
Beurre	30 097	-3,10%	1,10%	60 922	-0,80%
Poudres de Lait	40 118	-5,49%	-3,20%	85 432	-1,90%
Fromages et spécialités fromagères	128 622	-11,14%	-2,00%	273 615	0,40%
Crème	41 404	-3,08%	4,20%	84 757	3,30%

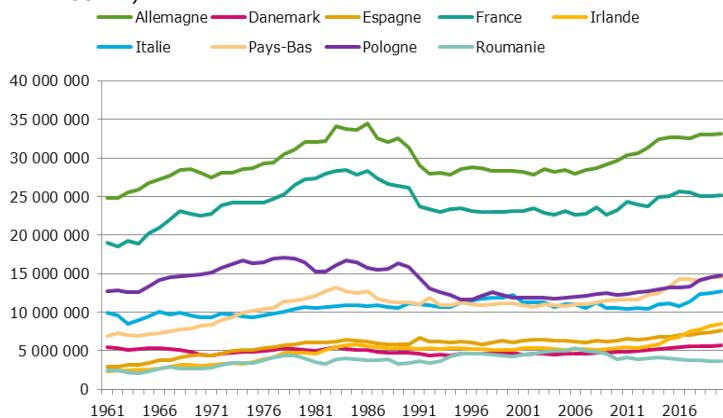
Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière / SSP

## Le secteur laitier en Pologne, un important réservoir de productivité

Le secteur laitier polonais constitue l'un des emblèmes de la modernisation puis de l'affirmation de l'agriculture nationale. La Pologne est le quatrième pays producteur de lait de vache de l'Union européenne, derrière l'Allemagne, la France, et les Pays-Bas, avec plus de 12,5 millions de tonnes produites en 2021, soit 8,7 % des volumes de l'UE. Une importance du lait dans le paysage agricole polonais qui remonte des décennies en arrière. Dès les années 1960, dans le cadre du bloc soviétique, la Pologne se classait en effet parmi les premiers pays du continent européen en volume produits, avec des niveaux de production par habitant parmi les plus élevés et des niveaux de consommation tout aussi importants.

Après un effondrement de l'appareil productif polonais du fait de la Seconde Guerre Mondiale, la production du pays a rebondi. La Pologne a pu ainsi renouer avec la croissance dès les années 1950, notamment du fait de la mise en œuvre d'une politique de prix garantis.

Production de lait de vache en volumes (en tonnes) (Source FAOSTAT)



### Profonde déstabilisation à partir de 1991

Le début des années 1990 marque la chute brutale de la production de lait en Pologne, du fait d'une forte décapitalisation du cheptel bovin. Rien qu'entre 1990 et 1991, le nombre de bovins a diminué de 12 %, et la production de lait de 9 %. Ce fut la conséquence du passage sans transition d'une économie administrée à une économie de marché, qui marqua la fin des soutiens aux laiteries, l'arrêt du système de prix garantis aux agriculteurs, et le ralentissement de la demande en produits laitiers dans la population, touchée par la hausse du chômage et la chute de ses revenus.

### La place historiquement centrale de la production laitière dans l'exploitation familiale polonaise<sup>1</sup>

Comment expliquer la longue histoire de la performance laitière de la Pologne ? Pour le comprendre, il faut revenir sur l'organisation du système de production typique des exploitations familiales polonaises au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Celui-ci reposait sur de fortes complémentarités entre cultures et élevage diversifié (vaches laitières, porcs, volailles), permettant une reproduction de la fertilité des sols, avec un apport limité d'intrants extérieurs :

- Les cultures étaient principalement destinées à l'affouragement des animaux de l'exploitation : blé, triticales, seigle, orge, maïs, pommes de terre, navet, betteraves, légumineuses. Les pailles des céréales sont utilisées pour la litière des animaux (afin de constituer du fumier) ;

- les vaches laitières pâturaient les prairies et étaient affouragées en hiver à l'étable avec le foin et les céréales de l'exploitation ;
- les porcs sont élevés sur paille ; ils étaient nourris avec le petit lait, coproduit de la fabrication du beurre, et les pommes de terre ;
- vaches et porcs fournissaient ainsi du fumier mobilisé pour fertiliser les cultures sarclées et le jardin vivrier.

On retrouve ici des similitudes évidentes avec le système de polyculture-polyélevage dominant dans la moitié Nord de la France d'avant les années 1950, reposant sur une recherche d'autonomie et d'économies. Ce modèle aurait résisté jusqu'à récemment en Pologne.

### Une multitude de petites exploitations

Les statistiques mettent en évidence la persistance d'exploitations de petite dimension dans le secteur agricole polonais. Une spécificité polonaise pour un pays qui, contrairement à d'autres Etats membres issus de l'ancien bloc communiste comme la Bulgarie ou l'Allemagne de l'Est, n'a pas fait l'objet d'un processus intense de collectivisation. Même sous la période communiste, les petites exploitations agricoles familiales sont demeurées majoritaires dans l'occupation de la SAU polonaise. En 2016, parmi les exploitations possédant des vaches (laitières et allaitantes), 43,9 % d'entre elles en détenaient moins de 2, 28,2 % entre 3 et 9, et 27,9 % plus de 10.

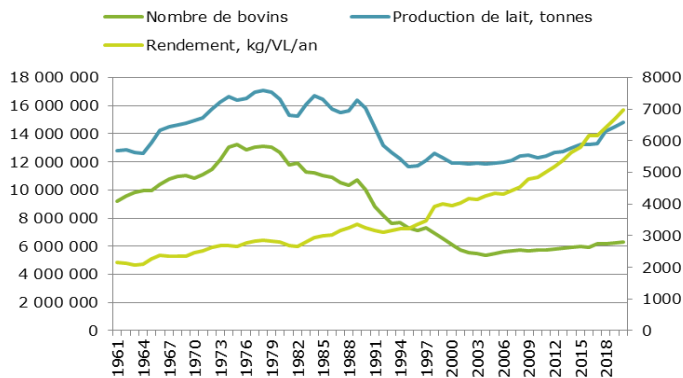
### Caractéristiques des exploitations françaises et polonaises de type laitières dans le RICA (données 2019)

Taille économique	Nombre d'exploitations	Vaches laitières (UGB)	Rendement laitier (kg/VL)	Lait et produits laitiers (€/EA)	Total subventions - hors aides aux investissements (€)
<b>France</b>					
25 000 - < 50 000 €	948	-	-	-	-
50 000 - < 100 000 €	5 509	30,5	5 419	68 749	26 976
100 000 - < 500 000 €	32 298	69,8	7 022	187 735	37 994
>= 500 000 €	912	179,7	8 077	521 105	69 110
<b>Pologne</b>					
2 000 - < 8 000 €	5 669	-	-	-	-
8 000 - < 25 000 €	25 472	6,9	4 326	7 950	4 802
25 000 - < 50 000 €	26 554	15,0	4 901	20 802	8 097
50 000 - < 100 000 €	16 452	29,0	6 185	55 159	12 606
100 000 - < 500 000 €	4 060	61,5	7 630	154 255	19 381
>= 500 000 €	108	-	-	-	-

Cette dernière catégorie d'exploitations possédait néanmoins 77,4 % du cheptel (GUS, 2017), ce qui en fait la principale contributrice à l'élevage bovin polonais. La Pologne n'a en effet pas échappé au processus de restructuration de son secteur agricole. Depuis les années 1990, le nombre d'exploitations a diminué alors qu'en parallèle la taille moyenne des exploitations restantes augmente. Autre signe de ces changements profonds, le nombre de bovins a lui aussi diminué, alors que la production augmente de nouveau depuis les années 2000 grâce à la forte progression du rendement par vache.

<sup>1</sup>Catherine Darrot (2008), *Les paysans polonais à l'épreuve de la PAC - Une analyse multi-disciplinaire d'un référentiel professionnel pour un dialogue de normes*. Agrocampus - Ecole nationale supérieure d'agronomie de Rennes.

## Evolution de la production laitière (Source : FAOSTAT)



## L'entrée dans l'UE, expérience amère

La Pologne est devenue membre de l'Union européenne en 2004. Dès la phase de préparation à l'adhésion, l'agriculture a été placée parmi les priorités politiques. Le programme européen de pré-adhésion SAPARD (soutien agricole de préadhésion au développement rural) a ainsi visé d'une part, à accompagner les exploitations jugées « modernisables » et aptes à s'insérer dans le marché unique européen, et, d'autre part, à soutenir les petites exploitations de subsistance par des actions de développement rural. On retrouve ici la volonté des pouvoirs publics d'encadrer le dualisme du secteur agricole polonais. Un autre volet consistait à créer des emplois en dehors de l'agriculture dans les territoires ruraux, afin d'accompagner la cessation d'activité agricole des uns et de permettre l'agrandissement des autres<sup>2</sup>.

L'entrée dans l'UE a néanmoins été douloureuse pour le secteur laitier polonais. Alors que le pays produisait en 2004 plus de 11,8 millions de tonnes de lait, et 12 millions en moyenne sur la période 1995-1999 sensée servir de référence pour l'attribution des droits à produire, il ne s'est vu attribué qu'un quota laitier de 8,9 millions de tonnes par la Commission européenne. La raison ? La Commission européenne n'a tenu compte que du volume de lait vendu aux laiteries, excluant le lait directement vendu aux consommateurs alors que ce canal constituait dans les années 2000 un débouché important, représentant en 2002 près de 40 % des volumes écoulés<sup>3</sup>. Une autre raison peut être avancée : la crainte des autres Etats membres de voir la Pologne inonder le marché européen...<sup>4</sup> La Pologne s'est donc trouvée en situation d'excédent de production vis-à-vis du quota attribué, avec des pénalités imposées par la Commission européenne.

L'autre condition à l'adhésion fut la mise aux normes sanitaires, qui nécessitait notamment l'équipement des bâtiments d'élevage en salles de traite et systèmes réfrigérants adéquats, dispositifs de stockage des fourrages, alimentation en eau potable, traitement des eaux usées<sup>5</sup>.

Autant d'éléments qui ont accéléré la restructuration du secteur laitier polonais entre 2004 et 2012 :

- le nombre d'agriculteurs livrant du lait à des opérateurs a chuté de 52,1 %, avec 185 000 éleveurs en moins ;
- le nombre de vaches a diminué dans toutes les provinces, à l'exception de trois d'entre elles, concentrant la production dans quelques régions. Mazowieckie et Podlaskie, les deux voïvodies au centre et à l'Est du pays, représentent aujourd'hui 43,4 % de la production nationale de lait ;
- la productivité laitière a augmenté, comme on l'a vu plus haut, avec la hausse du rendement par vache. Un phénomène qui se poursuit : entre 2010 et 2020, le rendement laitier est passé de 4 813 à 6 505 kg/VL/an. Un niveau qui reste toutefois largement en-dessous de celui des principaux producteurs européens (8 246 kg/VL en Allemagne, 7 153 en France, et 9 154 aux Pays-Bas)<sup>6</sup>.

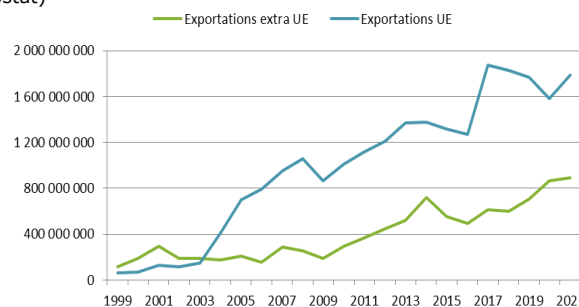
La PAC a contribué à ce mouvement de concentration. Le programme national de développement rural 2014-2020 de la Pologne comportait une mesure de soutien aux agriculteurs s'engageant à arrêter leur activité agricole. Le but, clairement affiché, de ce système de pré-retraites, était de permettre un transfert de foncier libéré par de petites exploitations vers des exploitations de taille plus proche de la moyenne nationale<sup>7</sup>.

## Evolution des exportations de produits laitiers

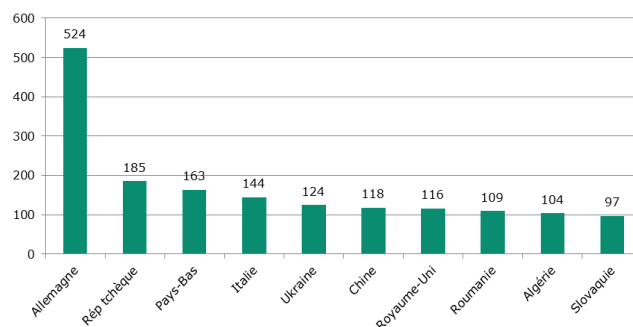
Malgré ces contraintes, la Pologne a vu ses exportations augmenter fortement depuis l'entrée dans l'Union européenne. Le secteur laitier contribue en effet depuis plusieurs années à la formation d'un excédent commercial agroalimentaire national durable, la Pologne ayant de ce point de vue rejoint la poignée d'Etats membres dégagant annuellement des surplus commerciaux. L'UE présente le premier marché d'écoulement des produits laitiers polonais, et l'Allemagne arrive en tête des destinations, devant la République Tchèque et les Pays-Bas, la France ne figurant pas dans le classement des principaux importateurs de produits laitiers polonais. Les Pays-Bas et la France demeurent toutefois les premiers fournisseurs en valeur de produits laitiers de l'Allemagne (avec respectivement 40 % et 14 % de parts de marché en 2021 selon les données d'Eurostat), bien loin devant la Pologne (7 %).

L'adhésion de la Pologne et la montée en puissance de sa production laitière, consécutive des réformes accomplies depuis 2004, ont participé de cette concurrence intra-européenne sur le marché des produits laitiers, surtout après la décision de l'UE d'abroger en 2015 le régime des quotas laitiers. Le marché intra-européen constitue en effet pour la Pologne un débouché privilégié depuis le début de la décennie 2000, même si ses exportations vers les pays tiers ont entamé une progression non négligeable depuis 2010.

## Exportations polonaises de produits laitiers en valeur (Source : Eurostat)



## Principaux clients de la Pologne pour les produits laitiers (données Eurostat, 2021, en millions d'euros)



Ces évolutions du secteur laitier et, plus largement, de l'agriculture polonaise, sont la manifestation d'une restructuration d'une ampleur inédite du secteur agricole européen, qui s'est effectuée au gré des élargissements. Si elles ont engendré des gains économiques et commerciaux pour les nouveaux adhérents à l'UE, dont la Pologne, elles ont été en revanche à l'origine de doutes et de préoccupations pour les éleveurs des Etats membres les plus anciens.

**Marine RAFFRAY (APCA)**

<sup>2</sup> Bafoif, F. (2001). La question agricole en Pologne : le défi de l'intégration européenne, *Les études du CERI*, N° 74. <https://www.sciencespo.fr/ceeri/sites/sciencespo.fr/ceeri/files/etude74.pdf>

<sup>3</sup> Cochrane, N., R. Seeley (2004). EU Enlargement: Implications for New Member Countries, the United States and World Trade, USDA, ERS, WRS04-05-01. <https://www.ers.usda.gov/publications/pub-details/?pubid=40422>

<sup>4</sup> Darrot, C. (2008). *Op. cit.*

<sup>5</sup> Mickiewicz, B., Mickiewicz, A. (2015). "Regional Differentiation of Milk Production Quota in Poland and Its Influence on the Milk Market", *Economic Science for Rural Development Conference*, p198-207. <https://agris.fao.org/agris-search/search.do?recordID=LV2015000447>

<sup>6</sup> Główny Urząd Statystyczny (2022). *Rocznik Statystyczny Rolnictwa 2021*.

<sup>7</sup> Commission européenne (2015). *Factsheet on 2014-2020 Rural Development Programme for Poland*.

## Les produits laitiers bio ne font pas recette

Les ventes de produits laitiers biologiques n'en finissent pas de reculer depuis un an. Le repli des volumes touche toutes les catégories de produits laitiers, du lait de consommation (-11,3 % en cumul annuel mobile à fin février 2022) à la crème (-23,2 % !), en passant par le beurre et les fromages (presque -16 %).

Pourtant, les prix évoluent favorablement pour les consommateurs sur plusieurs segments : -0,2 % sur le lait, -1,7 % sur le beurre, et -2,2 % sur la crème. Des baisses de prix qui reflètent le désamour actuel des consommateurs pour les produits bio.

En parallèle, et venant alimenter la crise du secteur laitier bio, la collecte de lait bio continue de progresser : +4,3 % en cumul annuel fin février 2022 par rapport à 2021. Le prix payé au producteur est lui en repli de -1 % par rapport à la moyenne triennale sur les deux premiers mois de 2022 (prix standard 38-32).

**Contact : Marine RAFFRAY (APCA)**

## Valorisation beurre-poudre

La valorisation du couple-beurre-poudre vis-à-vis du prix du lait est passée dans le positif depuis novembre 2021, après avoir connu une longue ascension à partir de fin 2020. Les cours de la poudre et du beurre augmentent bien plus fortement que le prix du lait\*.

\*prix toutes primes confondues, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32 g de MP).

**Contact : Marine RAFFRAY (APCA)**

## Echanges : perspectives assombries

Le solde commercial global français en produits laitiers était en 2021 resté stable comparativement à l'année précédente. L'excédent avait atteint près de 3 milliards d'€ (y compris les glaces).

Dans le détail, on s'aperçoit que, une fois de plus, ce sont les flux commerciaux avec les pays tiers qui portent l'excédent commercial. Que ce soit en lait et crème, en poudres, en lactosérum et en beurre, l'orientation est clairement à la hausse, à l'exception des fromages qui enregistrent une modeste progression et des yaourts, poste qui sur un an a évolué négativement sur les pays tiers (-11 %).

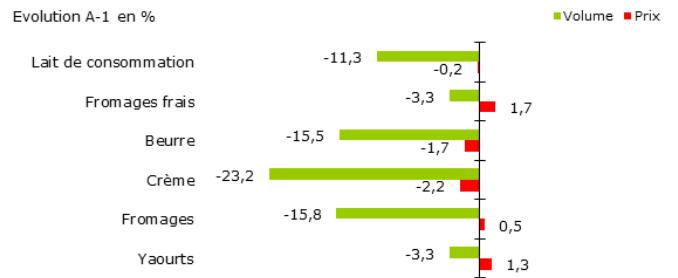
En revanche, les soldes retirés des échanges intra-communautaires apparaissent bien plus contrastés. La progression est réelle pour les postes poudres de lait, yaourts et lactosérum, elle l'est en négatif pour le beurre, les fromages et le lait et crème.

Depuis l'apparition de la pandémie, on peut dire que, sur deux ans, le secteur des produits laitiers ne s'en pas si mal tiré dans le registre des échanges commerciaux. Il restera à mesurer les impacts de la guerre en Ukraine sur les exportations de produits laitiers pour l'année 2022. A en juger par les deux premiers mois de 2022, en cumulé, et avant le conflit, la perspective n'est pas bonne, puisque le recul de l'excédent est de 14%.

**Contact : Thierry POUCH (APCA)**

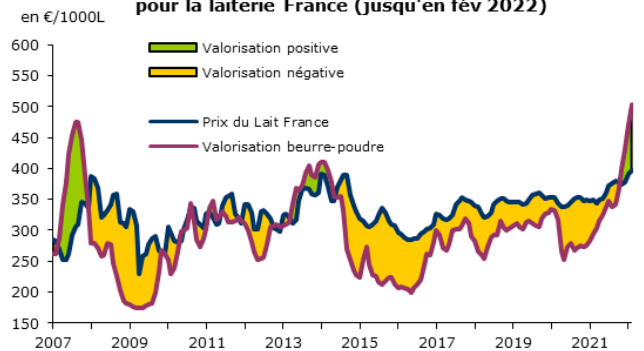
### Evolution des achats de produits laitiers biologiques par les ménages

(Cumul annuel mobile 12 mois se terminant fin fév 2022)



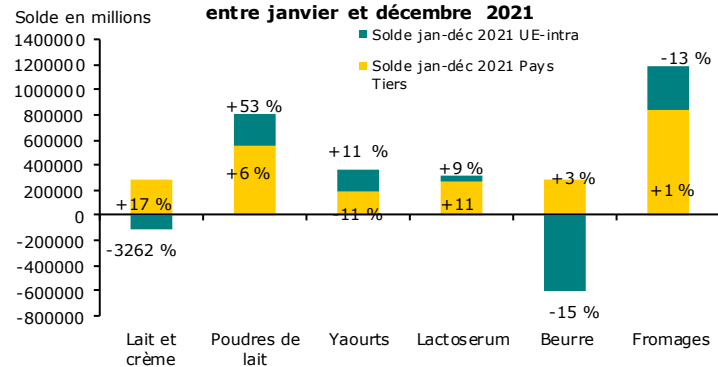
2220 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques Source : FranceAgriMer, d'après Kantar Worldpanel

### Valorisation du couple beurre-poudre pour la laiterie France (jusqu'en fév 2022)



2390 - Chambres d'Agriculture - Etudes sources : ATLA, FranceAgriMer

### Soldes commerciaux français des produits laitiers entre janvier et décembre 2021



En % : évolution par rapport à janvier-décembre 2391 - Chambres d'agriculture - Etudes

Source : Eurostat

# ANNEXE—TABLEAU RÉGIONAL

	VOLUMES		PRIX			CHEPTEL	
	Livraisons de avril 2021 à février 2022 (hl)	Part dans le total France (%)	Prix moyen de la campagne (moyenne avril 2021 à fév 2022 non pondérée) (€/1000l)	Prix du lait en février 2022 (€/1000l)	Evo. du prix du lait fév 2022 / fév 2021 (%)	Nombre de femelles de races laitières > 2 ans au 1er avril 2022 (milliers)	Evolution n / n-1 (%)
Auvergne-Rhône-Alpes	11 763 360	10,2	407,7	426,6	10,5	447	-1,0%
Bourgogne-Franche-Comté	11 461 630	6,9	480,4	483,4	6,6	259	0,1%
Bretagne	11 142 670	22,9	358,9	389,2	17,0	722	-2,6%
Centre-Val De Loire	10 568 540	1,8	368,3	386,5	11,9	57	-1,1%
Corse	11 105 330	0,0				0	-5,3%
Grand-Est	10 991 430	9,5	362,8	390,8	14,5	319	-0,6%
Hauts-de-France	11 748 150	9,3	355,6	378,3	16,7	298	-0,6%
Ile-de-France	12 168 310	0,2	382,6	381,8	6,9	6	-3,1%
Normandie	11 263 230	16,4	358,3	384,2	14,8	571	-1,1%
Nouvelle-Aquitaine	0	4,1	357,2	384,2	14,4	153	-5,9%
Occitanie	127 807 910	2,7	367,4	393,3	13,5	114	-4,0%
Pays-de-la-Loire	60	16,0	364,6	389,6	13,9	507	-1,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	127 807 910	0,1	340,2	S.		7	0,7%
D.O.M.		0,0					
<b>FRANCE</b>	<b>357 828 530</b>	<b>100</b>	<b>395</b>	<b>397,9</b>	<b>14,1</b>	<b>3460</b>	<b>-1,5%</b>

Sources : pour les volumes : DRAAF d'après l'enquête mensuelle laitière ; pour le cheptel : BDNI, alimentée par les EdE - traitement Institut de l'Elevage ; pour les prix : sondage mensuel FranceAgriMer [Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)]. NB: Les livraisons correspondent aux quantités livrées par les producteurs de la région, quelle que soit la localisation géographique de l'établissement de collecte. \*\*\* y compris Limousin pour les prix.

## Livraisons régionales

Les statistiques régionales et par bassin de l'Enquête Mensuelle Laitière sont désormais disponibles au format Excel sur le site de FranceAgriMer <http://www.franceagrimer.fr>, rubrique VisioNet, Séries chronologiques > productions animales > lait et produits laitiers > enquête mensuelle laitière > lait de vache

**Chambres d'agriculture France (APCA)**

9 avenue George V — 75 008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10 / Fax : 01 53 57 10 05

E-mail : [accueil@apca.chambagri.fr](mailto:accueil@apca.chambagri.fr)

Siret : 18007004700014

**Directeur de la publication : Thierry Pouch**

Mise en page : Marine Raffray

Ce travail est le résultat du chantier mutualisé "Lait" regroupant différents membres du réseau des Chambres d'Agriculture :

**Olivier Carvin (CA Bretagne)**  
**Luc Martin (CA Haute-Corse)**  
**Marine Raffray (APCA)**  
**Thierry Pouch (APCA)**

[www.chambres-agriculture.fr](http://www.chambres-agriculture.fr)



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR

